

Travail-école : heurs et malheurs d'une relation difficile

MATTHIS BEHRENS, DIRECTEUR DE L'IRDP

L'école et l'économie sont deux univers qui, depuis longtemps, se regardent en chiens de faïence. L'affirmation de Kant que « ce qui n'a pas de prix a une dignité » illustre bien la présence de deux logiques difficilement conciliables : celle du monde économique dont la préoccupation centrale est la gestion des moyens qui sont limités, et celle de l'éducation qui cherche à donner aux enfants une dignité, à les soutenir dans leur développement cognitif et à les accompagner vers leur intégration dans la société.

Ecole et économie sont l'expression d'une même société faite de contradictions, de rapports de force et de conflits d'intérêts. Quelle est la nature des rapports existant entre ces deux mondes ? Comment sont-ils liés ? De façon très réductrice, on pourrait décrire l'école comme un instrument de l'Etat. Elle lui permet d'assurer sa fonction de régulation et de redistribution sociale. Pour s'en convaincre il suffit de lire les *Finalités de l'école romande* : elles soulignent la volonté d'une éducation et d'une instruction pour tous les élèves. Mais l'Etat n'est pas un mécanisme de régulation neutre ; il reflète l'équilibre des forces politiques. A travers des groupes d'intérêt et l'action de certains partis politiques, l'économie exerce une pression constante et influence le discours politique car elle contribue, comme toute personne physique ou morale, au financement des institutions, y compris de



l'école, et souhaite en maîtriser les coûts. En bref : l'économie compte obtenir un retour sur investissements sous forme de capital humain suffisamment instruit pour maintenir son fonctionnement. Les liens entre école et économie font donc apparaître une interdépendance, un « contrat social », avec d'un côté l'institution scolaire dont on pense qu'elle peut apporter des réponses pédagogiques et conduire les jeunes vers un système transparent et opérationnel de qualifications permettant leur orientation et leur intégration sur le marché du travail, et de l'autre les entreprises qui engagent les jeunes sortant du système scolaire, pour les insérer dans les réalités du marché du travail. C'est ainsi que le monde du travail admet l'utilité publique de l'instruction et charge l'Etat de sa mise en œuvre.

Des fissures dans le contrat social

Dans la réalité, cette interdépendance se montre bien plus complexe et les signes d'une rupture du contrat social se multiplient. On peut craindre en effet la fin de l'accord tacite entre l'école et le monde du travail, qui réservait à la première la responsabilité pédagogique de la formation de la relève et au deuxième la mise en place des structures pour l'intégration des jeunes sortant du système. A titre d'exemple voici quelques points de repères.

L'éducation un produit, l'élève un client ?

Le premier exemple vient de la formation continue : en réaction aux mouvements sociaux de 1968 et dans une période de croissance, plusieurs pays développés ont mis en place des législations de formation en cours d'emploi afin d'améliorer les conditions générales de travail et de répondre aux changements technologiques. En France, c'est la loi de 1971 qui rend obligatoire la formation continue dans les entreprises et oblige les employeurs à y con-

tribuer financièrement. Le mécanisme de financement ainsi créé a fait exploser dans des temps extrêmement courts un véritable marché de la formation. Comprendre la formation comme un marché implique qu'elle soit considérée comme un *produit* dont il s'agit de maîtriser la production, le coût et les effets. Le mot est lancé et on assiste dans ce secteur à l'émergence de nombreuses transpositions de représentations et d'outils de gestion : l'apprenant de-

vient client, l'efficacité et l'efficiency sont mises en cause, les institutions de formation s'autoévaluent ou mettent en place des

systèmes d'assurance qualité pour garantir les processus de fabrication de leurs produits.

De la capacité de l'école à communiquer...

En Suisse, depuis trois ans, une association privée proche des milieux économiques vend un test d'aptitudes scolaires aux jeunes à la recherche d'une place d'apprentissage. Il s'agit d'un instrument qui mesure leur niveau scolaire, soit leurs compétences linguistiques en langue maternelle et langues étrangères, leurs compétences mathématiques, et qui se termine par un test de raisonnement. A la charge des personnes en recherche d'emploi, il sert d'outil à la pratique courante de cer-

taines entreprises et associations patronales de procéder à des évaluations et à des tests psychologiques pour sélectionner leurs futurs employés. Légitime du point de vue de la gestion des ressources humaines des entreprises, cette pratique dévalorise une école incapable de rendre transparents ses résultats et ses performances. Le monde du travail se substitue à elle dans un domaine où, jadis, elle était seule responsable.

L'économie doit-elle gérer l'école ?

Au niveau macroéconomique, rappelons que le domaine de l'éducation et de la formation est un secteur qui absorbe des moyens considérables. Il n'est pas étonnant que ces sommes suscitent l'intérêt croissant de certains milieux économiques. Plus question de laisser aux seuls Etats le contrôle de ce secteur. Pour mieux y accéder, les milieux économiques envisagent

l'éducation et la formation non plus comme un service public mais comme un service tout court, une activité économique soumise à ce titre aux règles du commerce mondial telles que définies par les accords GATS¹. Ainsi, en 2000, le marché de l'éducation et de la formation a représenté pour les Etats-Unis d'Amérique le 5^e secteur d'exportation.

Le risque d'un désengagement

Ce fait coïncide avec l'émergence d'un discours toujours plus critique envers l'Etat. « L'Etat ruine la Suisse » peut-on lire sur les piliers d'un pont d'autoroute. Ce slogan est repris avec un peu plus de nuances par les forces politiques. Ces dernières cherchent à diminuer drastiquement les dépenses de l'Etat en attaquant systématiquement ses recettes et en l'empêchant d'en percevoir de nouvelles. L'école, par ricochet, en subit les conséquences.

Cette logique paraît raisonnable dans un pays qui depuis une dizaine d'années peine à renouer avec la croissance. Tous les indicateurs sont au rouge : la Suisse n'a plus les moyens de ses ambitions. Ainsi la formation dispose de moins de moyens, en effet, au cours des dix dernières années son budget est resté le même alors que l'effectif des élèves s'est accru d'un tiers, une évolution préoccupante voire dangereuse. A en croire Carly Fiorina, directrice de Hewlett-Packard, la réduction des crédits alloués à l'éducation déclencherait un scénario catastrophe : les pays occidentaux formeraient moins de personnes qualifiées dans les nouvelles technologies, et ceux

du Sud ne parviendraient plus à éduquer leurs populations, les privant ainsi de l'accès aux nouvelles technologies.

Les propos de Christian Keuschnigg, économiste à l'Université de St. Gall, vont dans le même sens : une diminution des investissements dans le secteur de la formation produit, à terme, un effet de diminution de la qualité de l'instruction et du corps enseignant. Elle équivaut en conséquence à un appauvrissement du capital humain. Il est important de souligner que les effets des mesures d'économie ne sont pas immédiatement visibles : le patient ne meurt pas. Toutefois ces mesures induisent une boucle rétroactive négative similaire au scénario catastrophe présenté plus haut.

Ces quelques éléments illustrent les rapports délicats entre une école sur la défensive, et un monde du travail toujours plus exigeant, en mal de croissance et à l'affût des secteurs rentables du service public, c'est-à-dire des meilleures parts du marché prometteur de l'éducation et de la formation.

→

¹ General Agreement on Trade in Services

Les attentes du monde du travail

Les attentes que peut formuler le monde du travail à l'égard de l'école se situent donc dans un contexte en changement. Elles ne sont pas aussi homogènes qu'on pourrait le penser. En parallèle aux critiques parfois hâtives mais récurrentes sur le mauvais niveau des élèves, et aux reproches envers une école jugée incapable de remplir sa mission, elles relancent l'ancien débat sur le rôle de l'école : est-il de préparer les enfants à une employabilité immédiate ou de leur assurer une culture générale large, leur permettant de s'adapter aux exigences changeantes du marché du travail ? Selon Karl Weber la réponse dépendrait de la perception et de la nature du travail. Dans le cadre des recherches du PNR 43² « Formation et emploi » il parvient à dégager trois types de catégories professionnelles : les professions du domaine de la santé et du social, structurées par un cadre légal, les professions artisanales, toujours conditionnées par un

fort attachement à une logique de corps de métier, et les professions de service – y compris celles des nouvelles technologies – qui se définissent surtout par un ensemble de compétences en constant changement.

Si les deux premières catégories restent relativement stables du point de vue identitaire et par rapport à leurs attentes envers l'école, la troisième est plus difficile à cerner. Elle se compose d'un premier groupe de personnes hautement qualifiées avec des revenus élevés, et d'un autre constitué de personnes très faiblement qualifiées. Alors que la formation des premiers leur permet d'adopter une posture de *freelance* en les rendant aptes à rebondir au gré des opportunités du marché du travail, les seconds n'ont que peu de choix et sont obligés de s'accommoder d'une précarisation grandissante de leur emploi.

L'efficacité de l'école mise en cause

L'école a-t-elle perdu de son efficacité ? Le niveau des élèves en fin de scolarité a-t-il vraiment baissé ? Du point de vue de la recherche, il est difficile d'apporter une réponse claire à cette question. Il nous manque des données. Ce n'est que depuis la mise en place des enquêtes de type PISA qu'un certain consensus se dessine pour mettre en œuvre les moyens nécessaires.

Rappelons le résultat le plus saillant de PISA, dont le public a enfin pris conscience : un cinquième des élèves sortant de la scolarité obligatoire éprouve de grandes difficultés de lecture. Ces résultats sont-ils suffisants pour permettre de porter un jugement sur l'école ? Rien n'est moins sûr. De nombreux changements ont eu lieu ces vingt dernières années, même en Suisse. L'école, surtout en Suisse romande, a formé davantage d'élèves pour les filières académiques, et les personnes sans qualification ont globalement diminué ces dix dernières années. Du côté du marché du travail, les exigences ont également augmenté sauf peut-être dans certains secteurs, tel le bâtiment qui aujourd'hui peine à trouver des ressources humaines à cause de la pénibilité du travail. Il se pourrait donc bien que ce double mouvement du côté scolaire vers les filières académiques et du côté professionnel vers des profils de compétence plus exigeants ait contribué à l'impression d'une baisse de niveau.

Il reste le fameux « cinquième » de PISA et la question de l'insertion professionnelle de ces jeunes. Un certain nombre d'études réalisées dans le cadre du PNR 43

« Formation et emploi », s'intéressent plus particulièrement à cette question. Les résultats de l'enquête TREE³ montrent que seuls 4 à 5% des jeunes restent sans formation. Il apparaît que l'insertion dans la formation professionnelle, une année après la fin de la scolarité obligatoire, a chuté, passant de 60% dans les années 1990 à 46% en 2001. La situation semble cependant se redresser pendant la deuxième année après les études, qui voit le pourcentage des jeunes en formation professionnelle remonter à 63%. Ces chiffres nous font penser que la grande majorité des jeunes cherchent à poursuivre leur formation, mais pas dans n'importe quel secteur d'activité ni à n'importe quel prix. De plus, ces jeunes arrivent de moins en moins bien à s'insérer. En effet les places d'apprentissage les plus prisées sont devenues plus rares.

La situation est plus tendue en Suisse romande et certaines formations traditionnelles, tel que l'apprentissage dual, arrivent à essoufflement. L'étude TREE indique que le passage entre école obligatoire et formation professionnelle n'est plus automatique. Presqu'un quart des jeunes d'une volée sont obligés de rester en *stand by* en adoptant des solutions intermédiaires (préapprentissage, semestre de motivation, 10^e année d'école, séjour linguistique, etc.). Cette offre est assurée plus ou moins par les parents mais surtout par les pouvoirs publics et ceci en dépit de la situation financière tendue. Par leur action, ces derniers tentent de désamorcer la bombe à

² Programme National de Recherche

³ Transition entre formation initiale et vie active en Suisse

Des adaptations nécessaires

retardement dont parle Fritz Oser, dans son étude du PNR 43, lorsqu'il analyse les capacités de résilience des jeunes faiblement qualifiés et en échec d'insertion. Jusqu'où peut-on se fier à la débrouillardise des uns et des autres ? A partir de quand les dysfonctionnements du passage de l'école au monde de travail deviennent-ils un véritable problème social ? Dans quelle mesure favorisent-ils l'émergence d'incivilités et de violences ? Que faire face à un marché du

Au point de départ de cette réflexion étaient les attentes, les exigences envers l'école. Ces dernières existent, et l'école est tenue par un contrat social. Elle ne peut pas se contenter de soutenir le développement individuel des jeunes sans veiller également à ce qu'ils réussissent leur intégration dans le monde de travail. Que l'école soit plus affirmative dans ses exigences et plus transparente quant à la façon de les atteindre nous paraît essentiel.

D'ores et déjà nous devons mettre en garde ceux qui croient qu'il suffit de définir des *best practices* pour qu'elles s'appliquent partout avec les mêmes effets. Les professions de l'humain sont très complexes. Les processus d'apprentissage ne sont pas régis par les mêmes lois que les secteurs des services et de la production artisanale ou industrielle, la transposition de la logique économique a ses limites. Le travail éducatif change d'un enfant à l'autre, il implique une dynamique sociale différente d'une classe à l'autre. Nous savons également que les attentes varient selon les contextes et selon les situations professionnelles visées. Il n'y a donc pas de panacée. Dans certains cas, répondre aux attentes du monde du travail signifie travailler avec un dispositif didactique qui établit des liens entre apprentissages scolaires et situations de travail ; dans d'autres cas, il s'agit de développer la capacité des jeunes à mobiliser leurs savoirs et leurs compétences pour la résolution de problèmes ; dans d'autres encore, il s'agit tout simplement de recadrer leur comportement social, de leur donner confiance et de les faire lire et calculer.

Les priorités de la CDIP vont clairement dans ce sens. Ainsi, le projet HARMOS propose d'élaborer des standards minimaux ou des seuils de compétence que tous les élèves devraient atteindre au terme de leur scolarité. Une reprise en main par le monde pédagogique doit amener les jeunes vers des niveaux de qualification transparents afin d'apporter une réponse aux pratiques d'évaluation du type *basis-*

travail asséché et de moins en moins enclin à consacrer du temps à la préparation de la relève ? Qui d'autre sera en mesure de répondre à ce besoin ? Quelles seront les mesures les plus appropriées ? Et surtout, comment concevoir la formation professionnelle dans un monde économique où le travail humain ne semble plus contribuer à la production des richesses ? Comment gérer le remplacement de l'homme faiblement qualifié par la machine ?

check, initiées par les milieux économiques.

D'autres propositions comme celle de l'autoévaluation des établissements, en Suisse romande du moins, ne rencontrent pas un accueil très favorable. La crainte, parfois justifiée, d'un contrôle sur les enseignants fait oublier le but de ces démarches, dites de qualité. Hormis des systèmes d'assurance qualité clé en main du type ISO 9001, les modèles, proposés surtout en Suisse alémanique (ils sont encore rares en Suisse romande), ne sont pas des instruments du monde économique transposés en milieu scolaire. Ce sont des outils intéressants, capables de lancer une dynamique collaborative dans les établissements et de montrer la capacité de l'école à se gérer elle-même.

Si, en s'ouvrant à une clarification de son mandat et à une plus grande transparence, l'école essaye d'honorer son engagement, qu'en est-il de l'autre partie ? L'économie et la société, sont elles toujours en mesure d'absorber les jeunes qui année après année cherchent à s'intégrer au marché du travail ? La société et son économie ont-elles la volonté de s'engager dans un contrat social renouvelé ? Si oui, comment pensent-elles y parvenir ? Font-elles confiance aux pédagogues comme acteurs indispensables au dépassement des difficultés structurelles actuelles ?

Soutiennent-elles le monde scolaire et de la formation, et à quelles conditions ? Le débat est lancé. A chacun d'imaginer des scénarios pour l'école du XXI^e siècle.